



**LE SONDAGE D'ILRES RÉVÈLE UNE  
MISSION CLAIRE POUR LE  
GOUVERNEMENT :**

**La préservation des ressources  
essentielles à la vie et la question  
des priorités sociales sont  
des défis majeurs**



## Avant-propos

L'institut de sondage ILRES a réalisé, à la demande du Mouvement Ecologique, un sondage représentatif auprès de 1012 habitants entre le 27 septembre et le 4 octobre 2023. Il s'agit d'un échantillon représentatif de la population en ce qui concerne les données sociodémographiques (entre autres les groupes d'âge, le sexe). L'enquête a porté sur les personnes à partir de 16 ans vivant au Luxembourg. Parmi eux, 59,4% étaient de nationalité luxembourgeoise.

L'identité du commanditaire de l'analyse n'a été communiquée aux participants qu'à la fin de l'enquête. Il s'agissait ainsi d'éviter d'éventuelles perturbations dans le changement d'opinion.

Les questions visent à connaître les valeurs, l'évaluation du modèle social et économique, les attitudes face à la vie ainsi que les attentes des participants vis-à-vis du gouvernement dans le domaine du développement durable.

Les déclarations centrales sont présentées et commentées ci-après. Elles sont présentées en toute objectivité, mais sont également commentées du point de vue du Mouvement Ecologique.

***Vous trouverez les détails de l'enquête (notamment les questions précises, les réponses en fonction de l'âge, du sexe, du revenu) à ce propos sur [www.meco.lu](http://www.meco.lu).***

-----  
Remarque importante : il existe des différences dans les déclarations entre les groupes d'âge, les régions, les sexes, les classes de revenus, etc.

Dans l'analyse suivante, il est fait référence à plusieurs reprises à de telles différences. Un examen plus détaillé des différences dans les différentes thématiques serait certainement un défi intéressant pour les acteurs intéressés.

Remarque : en raison des valeurs arrondies, les réponses peuvent varier de 99% à 101%.

## Impressum

### Éditeur

**MOUVEMENT ECOLOGIQUE ASBL**

6, rue Vauban - L - 2663 Luxembourg

Tél. 43 90 30-1 · E-Mail: [meco@oeko.lu](mailto:meco@oeko.lu)

**Soutenez le Mouvement Ecologique par  
votre affiliation**

**[www.meco.lu](http://www.meco.lu) ou**

**par téléphone: 43 903 0-1**

### Heures d'ouvertures:

**Lundi à jeudi:** 8-12 et 14-17 heures; **Vendredi:**

8-12 heures, fermé l'après-midi.

**[www.meco.lu](http://www.meco.lu)**

*Printing Ossa, Niederaanven*

*Octobre 2023*

# La perte du nombre d'espèces et d'habitats :

## Un sujet qui tient à cœur à la majorité des gens

La crise climatique et dans une certaine mesure la crise de la biodiversité sont beaucoup plus souvent commentées dans les médias par rapport à il de cela quelques années. C'est sans doute la raison pour laquelle la théorie selon laquelle les gens se lassent de ces thèmes est en partie avancée dans les discussions.

L'enquête donne toutefois une image différente.

À la question de savoir quel est le degré de consensus sur l'affirmation suivante : "Il existe un consensus scientifique sur le fait que le changement climatique et la perte d'espèces et de leurs habitats auront des conséquences négatives pour êtres humains", une majorité de 54 % des participants indique qu'il faudrait parler davantage de ces sujets en public et approuve l'affirmation suivante : "Je trouve qu'il faudrait parler encore plus de ces thèmes dans le public".

Seuls 12% sont convaincus qu'ils reçoivent trop d'attention de la part du public et sont d'accord sur le point suivant : "Je trouve que ces sujets reçoivent trop d'attention de la part du public".

28% considèrent que l'attention qu'ils reçoivent est appropriée : "Je trouve que ces sujets reçoivent une attention appropriée de la part du public". 6% ne savent pas.

Il y a des variations au niveau régional. Les personnes vivant dans le centre et l'est du pays déclarent à 60% qu'il faut parler davantage de ces sujets, contre "seuls" 42% dans le nord.



*La grande majorité des participants s'attend donc à ce que la protection du climat et de la biodiversité prenne davantage d'importance dans le public.*



Il existe un consensus scientifique sur le fait que le changement climatique et la perte d'espèces et de leurs habitats auront des conséquences négatives pour les êtres humains. Laquelle des affirmations suivantes partagez-vous le plus ?

Basis: 1012

**54%**

Je pense qu'il faudrait parler **davantage** de ces sujets en public.

**28%**

Je trouve que ces sujets reçoivent une attention **appropriée** de la part du public.

**12%**

Je trouve que ces sujets reçoivent trop d'attention de la part du public.

**6%**

Je ne sais pas.

# Le message est clair : la sauvegarde de la nature et du patrimoine naturel est préoccupante - il faut en faire une priorité politique !

Les attitudes vis-à-vis des questions relatives à la préservation de notre nature et de nos paysages révèlent des attentes claires :

## - Il faut en faire davantage pour les protéger

65% des participants sont d'accord avec la déclaration suivante : "Je suis très préoccupé par l'état de la nature, c'est pourquoi sa préservation devrait en principe être prioritaire dans les décisions, même si cela implique parfois des restrictions". Seuls 15% des personnes interrogées rejettent cette affirmation et 20% ne l'approuvent ni la rejettent.



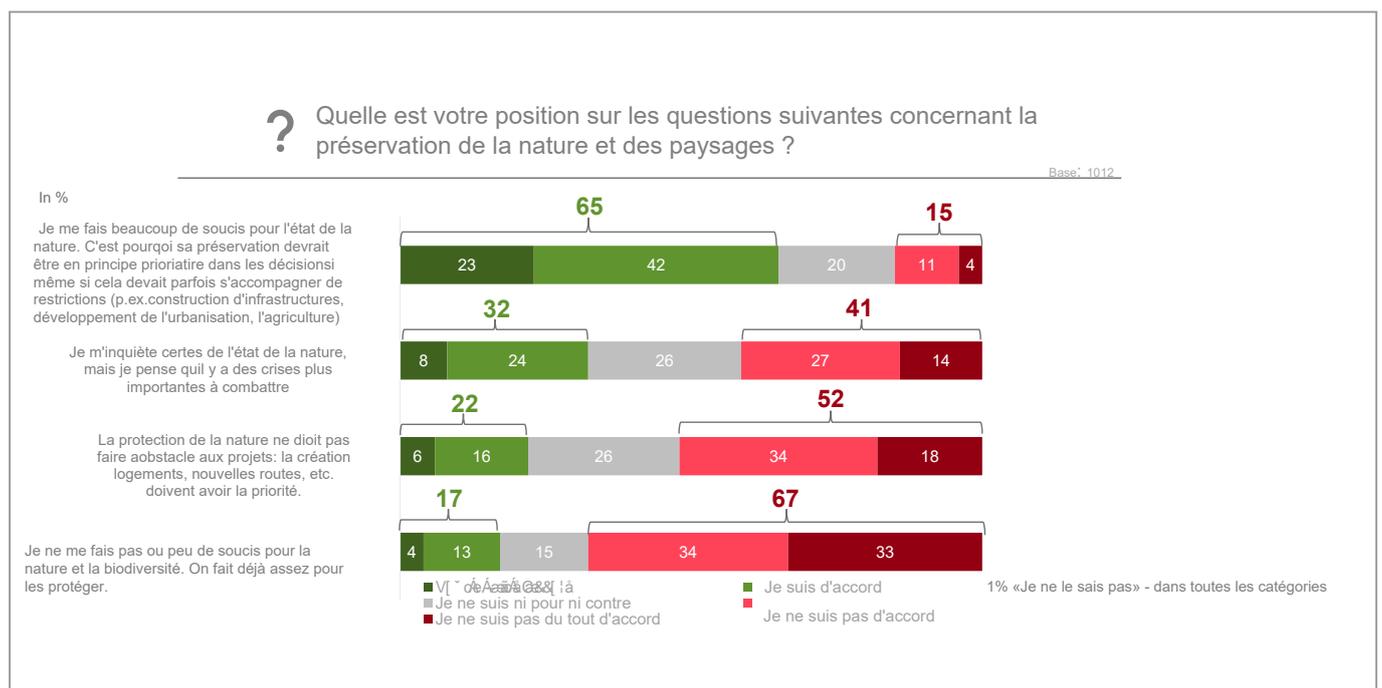
*Le message est clair : les gens s'attendent à ce que l'on agisse de manière beaucoup plus cohérente pour protéger la biodiversité et le patrimoine naturel.*

## - La crise de biodiversité - d'une grande importance, indépendante de toutes les autres crises

Les réponses à la question de savoir sous quel aspect les gens considèrent la crise de la biodiversité par rapport à

d'autres crises sont révélatrices. La déclaration "Je m'inquiète certes de l'état de la nature, mais je pense qu'il y a des crises plus importantes à combattre" est contestée par 41% des personnes interrogées, tandis que 32% sont d'accord avec elle. Le pourcentage de personnes qui ne sont ni d'accord ni en désaccord avec cette déclaration est élevé : 26% (1% je ne sais pas).

*Cette question montre bien à quel point d'autres crises actuelles préoccupent les gens. Néanmoins, une plus grande partie des personnes interrogées est convaincue que la crise de la biodiversité ne doit pas être négligée en raison d'autres crises que celles qui sont d'un avis contraire.*



## - En cas de doute: priorité à la préservation de la nature et du paysage par rapport à la construction de routes et de logements, par exemple

52% refusent également que la protection de la biodiversité soit négligée en raison de projets, par exemple en matière de construction de routes ou de logements. Ils rejettent l'affirmation suivante : "La protection de la nature ne doit pas entraver les projets. La création de logements, de nouvelles routes, etc. doit avoir la priorité", seuls 22% sont d'accord avec cette déclaration. La part des personnes interrogées qui ne sont ni d'accord ni en contradiction avec l'affirmation est toutefois élevée, avec 26% (1% "je ne sais pas").



Les participants sont majoritairement favorables à l'idée d'accorder une très grande importance à la préservation de la biodiversité au niveau des décisions politiques et de la rendre prioritaire par rapport à la construction de logements et de routes..

## Rendre le Luxembourg plus durable, quelles que soient les autres crises !

Les réponses à la question de savoir comment le Luxembourg doit se situer par rapport aux crises sont stimulantes. Le Luxembourg n'est pas épargné par les crises internationales multiples et souvent liées les unes aux autres, telle était la question posée aux participants. "Quelles conclusions le gouvernement devrait-il en tirer ?".

- La plupart des participants, soit 46%, sont d'accord avec la déclaration selon laquelle notre économie doit être plus indépendante des événements mondiaux et plus durable : "Les crises révèlent que le prochain gouvernement devra faire certains efforts pour que le Luxembourg devienne plus durable et que des secteurs de l'économie soient moins dépendants des événements mondiaux".  
- 24% soutiennent la déclaration selon laquelle notre modèle doit même être révisé en profondeur : "Les crises illustrent justement le fait que notre modèle économique et social doit être révisé en profondeur".

- Seuls 23% des personnes interrogées estiment que le Luxembourg est un petit pays impuissant et que nous devrions nous concentrer sur nos propres intérêts : "Un petit pays comme le Luxembourg ne peut guère contribuer à la résolution de ces crises. C'est pourquoi le prochain gouvernement doit se concentrer sur le maintien du niveau de vie et de l'économie au Luxembourg".

- 6% ne le savent pas



La majorité des personnes interrogées sont donc pour une politique qui rendrait notre pays plus durable et plus résilient et certains préconisent même de repenser notre modèle social et économique.



Le Luxembourg n'est pas épargné par les crises internationales multiples et souvent liées entre elles (guerre en Ukraine, crise climatique et de la biodiversité, etc.). Quelles conséquences le prochain gouvernement devrait-il en tirer ?

Base: 1012

En %

46%

Ces crises mettent en évidence le fait que le prochain gouvernement devra faire quelques efforts pour que le Luxembourg devienne plus **durable** et que certaines parties de l'économie soient **moins dépendantes** des événements mondiaux. **en werden.**

24%

Les crises illustrent justement la nécessité de repenser en profondeur notre modèle économique et sociale.

23%

Un petit pays comme le Luxembourg ne peut guère contribuer à la résolution de ces crises. C'est pourquoi le prochain gouvernement doit se concentrer sur le **maintien du niveau de vie et de l'économie** au Luxembourg.

6%

Je ne le sais pas.

# Forte volonté de changer les mentalités - des subsides et des règles sont à la fois nécessaires

La question de savoir comment la politique doit aborder la crise climatique et la crise de la biodiversité est d'une importance capitale. Où les participants pensent-ils que les priorités politiques doivent être établies ? (Remarque : sauf indication contraire, 2% indiquent qu'ils ne savent pas).

## - Pour des subventions

72% sont favorables aux subventions et approuvent l'affirmation suivante : "La politique doit veiller, par le biais de subventions, à ce que les comportements et les modes de production respectueux de l'environnement s'imposent davantage, tant du côté des consommateurs que de celui de la production". (Seuls 10% s'y opposent, 16% ne sont ni d'accord ni opposés).

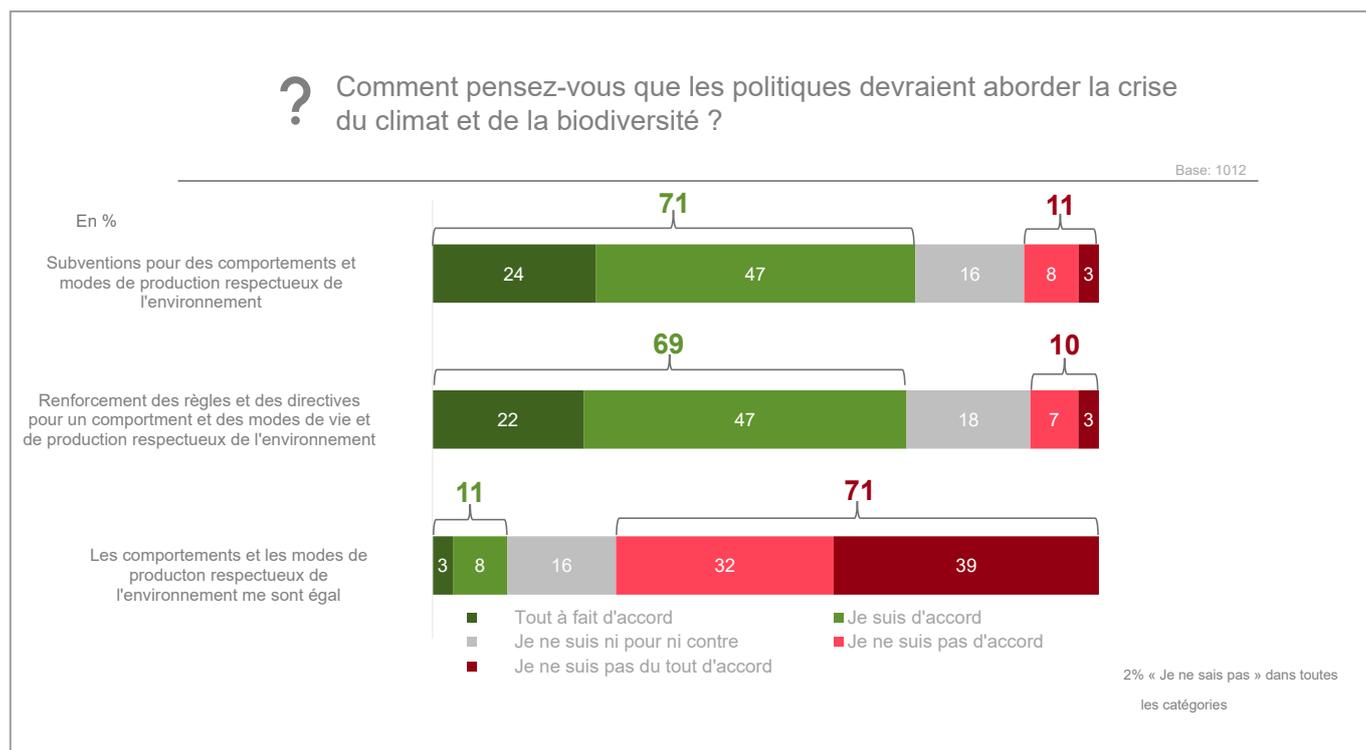
## - Pour des règles et des consignes

69% sont d'accord avec le point de vue selon lequel il faudrait introduire davantage de règlements : "La politique devrait établir davantage de règles et de directives légales afin que les comportements et les modes de production respectueux de l'environnement s'imposent davantage". (11% ne sont pas d'accord, 18% ne sont ni d'accord ni en désaccord avec l'affirmation).

## - Accord quant à l'importance des comportements et des productions respectueux de l'environnement

71% des participants refusent l'affirmation - contre 11% qui l'approuvent - selon laquelle les comportements et les modes de production respectueux de l'environnement ne leur importent pas : "Je ne me soucie pas des comportements et des modes de production respectueux de l'environnement". 16% ne sont ni d'accord ni en désaccord avec cette affirmation.

Cette question mériterait sans doute d'être approfondie. Mais : il est intéressant, que les participants plaident pour un "mix" d'instruments : Tant les incitations financières que les règles et les directives sont largement approuvés. Selon l'interprétation du Mouvement Ecologique, c'est à la politique d'évaluer quand et quel instrument doit être utilisé. Il est toutefois important de noter que la majorité absolue des personnes interrogées indiquent l'importance qu'elles accordent à un comportement respectueux de l'environnement et aux modes de production y afférents.



# Position claire en faveur de "Plus de végétalisation dans les localités" également avec des règlements bien définies

Comment les communes doivent-elles réagir face à la hausse des phénomènes météorologiques extrêmes ? Dans ce domaine également, l'avis des participants est significatif, comme le montrent les réponses aux questions suivantes : "Comment votre commune doit-elle se développer face à des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus intenses (vagues de chaleur, fortes pluies, inondations, sécheresses, etc.)"

## - Consentement pour l'augmentation de la création d'espaces verts et de désimperméabilisation et le cas échéant au détriment de la circulation automobile

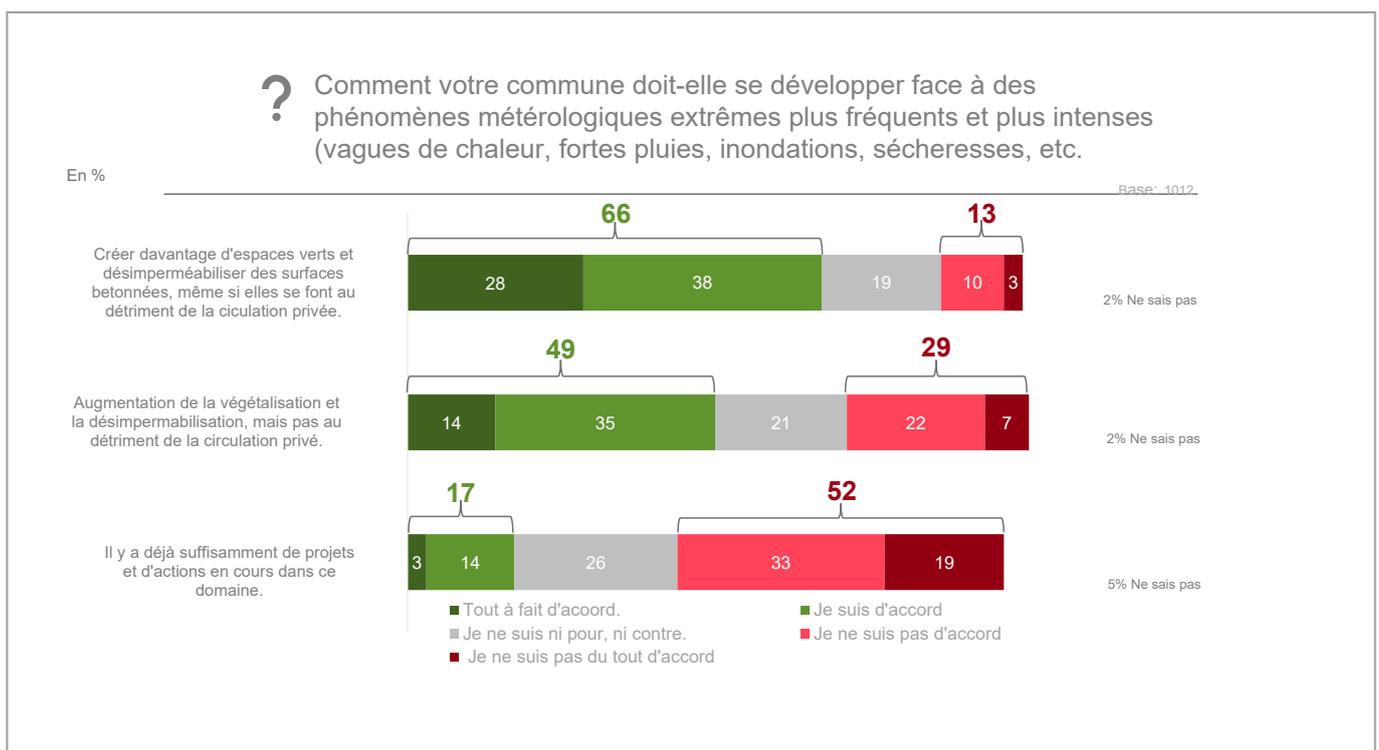
\*66% sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle il faudrait créer plus d'espaces verts et désamianter les surfaces bétonnées, et ce même si cela se fait au détriment du trafic privé : "Il faut créer plus d'espaces verts et désamianter les surfaces bétonnées. Ceux-ci protègent contre les phénomènes météorologiques extrêmes et sont des lieux de rencontre pour les gens. Je soutiens ces initiatives, même si elles se font au détriment du trafic privé". Seuls 13% des sondés rejettent cette mesure, 19% ne la rejettent pas et ne l'approuvent pas (2% ne savent pas).

Les résultats sont un peu plus complexes lorsqu'il s'agit de l'affirmation suivante : "Je pense qu'il est important d'augmenter la végétalisation et la désimperméabilisation, mais cela ne devrait pas se faire au détriment du trafic privé". 49% des participants sont d'accord avec cette affirmation - seuls 28% la rejettent. 21% ne sont ni d'accord ni en désaccord (2% ne savent pas).

La majorité des personnes interrogées plaident donc pour davantage de zones vertes dans les communes.

La question portant sur le fait de savoir si cela peut se faire au détriment du trafic individuel semble susciter une opinion en partie ambivalente. Mais si l'on analyse en détail les résultats de cette question, on constate clairement que le fait pour "plus de verdure" recueille bien plus de suffrages que le fait de ne pas agir.

Le nombre élevé de personnes qui ne sont pas en accord avec l'un ou l'autre point de vue montre en outre qu'une politique novatrice, qui présente des arguments en faveur de la transition, pourrait/serait tout à fait bien accueillie.



## - Pour des prescriptions légales

Il est par ailleurs tout à fait captivant de constater que la majorité des personnes interrogées, 58%, sont favorables à des prescriptions légales et approuvent l'affirmation suivante : "Devrait-il y avoir des prescriptions légales pour les particuliers et les entreprises concernant la végétalisation et la désimperméabilisation de leurs terrains ?" Seuls 24% s'y opposent (19% "je ne sais pas").



*La demande est claire : le verdissement des localités doit être renforcée par des dispositions légales.*

## - Renforcer les efforts pour rendre les localités plus végétalisées

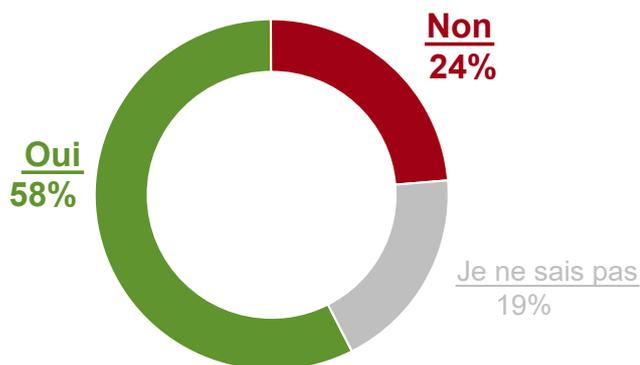
Seuls 17% des participants estiment que les communes interviennent déjà suffisamment et approuvent l'affirmation : "Je pense que l'on planifie et entreprend déjà suffisamment dans ce sens". 52% ne partagent pas cette affirmation, 26% ne la rejettent ni ne l'approuvent, 5% ne savent pas. (graphique voir page précédente).

*Les gens s'attendent donc à ce que ce sujet devienne plus important. Ils s'attendent à des mesures de végétalisation plus conséquentes.*



? Les particuliers et les entreprises devraient-ils être soumis à des prescriptions légales concernant la végétalisation et la désimperméabilisation de leurs terrains?

Base: 1012



# Pour une planification cohérente dans un cadre national avec une restriction de l'autonomie communale

La question de l' "équilibre " entre les directives de l'État pour le développement du pays et l'autonomie des communes fait également l'objet de discussions récurrentes. Cet aspect constitue également un aspect important du nouveau "programme directeur" de l'aménagement du territoire.

L'avis des participants est clair. La question "Dans quelle mesure l'État doit-il intervenir dans le développement des communes (p. ex. dans quelle mesure les communes doivent-elles encore s'agrandir, combien de terrains doivent encore être scellés ?"

- 66% sont favorables à ce que l'État définisse un certain cadre pour limiter le mitage et favoriser un développement harmonieux des localités : "L'État doit définir un certain cadre pour les communes, sinon le Luxembourg risque d'être de plus en plus dispersé ou de voir les localités continuer à s'étendre de manière non coordonnée".

- Seuls 21% se prononcent en faveur d'une plus grande autonomie des communes: "L'état doit s'impliquer le moins . Le principe de l'autonomie des communes devrait être respecté".
- Néanmoins, 13% n'ont pas d'opinion.



La majorité des participants considèrent que l'autonomie des communes est limitée et sont favorables à une certaine coordination nationale dans un cadre approprié. Cela semble indiquer qu'une meilleure conception de l'aménagement du territoire est souhaitée.

? Dans quelle mesure l'État doit-il intervenir dans le développement des communes (p.ex. dans quelle mesure les différentes communes doivent-elles encore s'agrandir, combien de sols doivent encore être imperméabilisés?)

Base: 1012

En %

L'État doit fixer un certain cadre pour les communes, sinon le Luxembourg risque d'être plus en plus morcelé ou de voir les localités continuer à s'étendre de manière non coordonnée

66%



L'État doit s'impliquer le moins possible. Le principe d'autonomie des communes devrait être respecté.

21%

Aucune des propositions ci-dessus 13%



# Un message clair: le progrès technique seul ne suffit pas: un changement de mentalité est nécessaire

La question portant sur le fait de savoir si les gens pensent que le progrès technique peut à lui seul résoudre les problèmes actuels est d'une importance fondamentale. Il s'agit en effet de savoir si l'opinion dominante est que des réformes fondamentales du modèle économique et social actuel sont nécessaires ou si le progrès technique peut à lui seul résoudre les problèmes.

Dans un contexte où tant le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution de la biodiversité que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat indiquent que des changements de comportement sont indispensables, les réponses à la question suivante sont donc particulièrement pertinentes : "Comment pensez-vous que notre société et notre économie peuvent lutter contre la crise du climat et de la biodiversité ?"

- Seuls 9% pensent que "Le progrès technique seul est suffisant pour lutter contre la crise du climat et de la biodiversité".
- Un pourcentage très élevé de 74% indique qu'un changement de mentalité doit avoir lieu en parallèle: "Le progrès technique est important, mais il ne suffira pas à lui seul. Parallèlement, nous avons également besoin de changements de

de mentalité pour lutter contre la crise du climat et de la biodiversité".

- 9% sont fatigués et pensent que de toute manière nous ne réussirons pas à remédier à la situation: "Nous ne pouvons pas lutter contre la crise du climat et de la biodiversité".
- 8% ne le savent pas.



Les déclarations sont sans équivoque ! Il y a une très grande conscience qu'un changement de mentalité est également nécessaire dans notre façon de vivre. Le progrès technique, certes, mais il ne suffit pas à résoudre le problème. D

? Comment pensez-vous que notre société et notre économie peuvent lutter contre la crise du climat et de la biodiversité ?

Base: 1012

En %



74%

Le progrès technique est important, mais il ne suffira pas à lui seul. Parallèlement, nous avons également besoin de changements de mentalité (p.ex. moins de consommation matérielle) pour lutter contre la crise du climat et de la biodiversité

9% Le progrès technique sera suffisant pour lutter contre la crise du climat et de la biodiversité

9% Nous ne pouvons pas lutter contre la crise du climat et de la biodiversité.

8% Je ne sais pas

# Approche fondamentale en matière de croissance: assurer le bien-être - reconnaître les limites - utiliser les capacités d'organisation de la politique

Les attitudes des personnes interrogées autour de la question de la croissance sont fondamentales. Après la phrase d'introduction "Selon les scénarios officiels du Statec, la population et l'économie devraient continuer à croître fortement au cours des prochaines années", l'évaluation a été interrogée sur différents points de vue plus précis. Les réponses sont très révélatrices.

## - Pas de vision claire à la nécessité de la croissance pour assurer la prospérité

39% indiquent que la croissance est nécessaire pour assurer la prospérité et sont d'accord avec l'affirmation : "Nous avons besoin de cette croissance pour assurer notre bien-être, même si ce développement est éventuellement lié à certains inconvénients". 28% ne sont pas d'accord avec cette affirmation. Un grand nombre de participants (27%) ne sont ni d'accord ni en désaccord avec l'affirmation, 6% ne le savent pas.

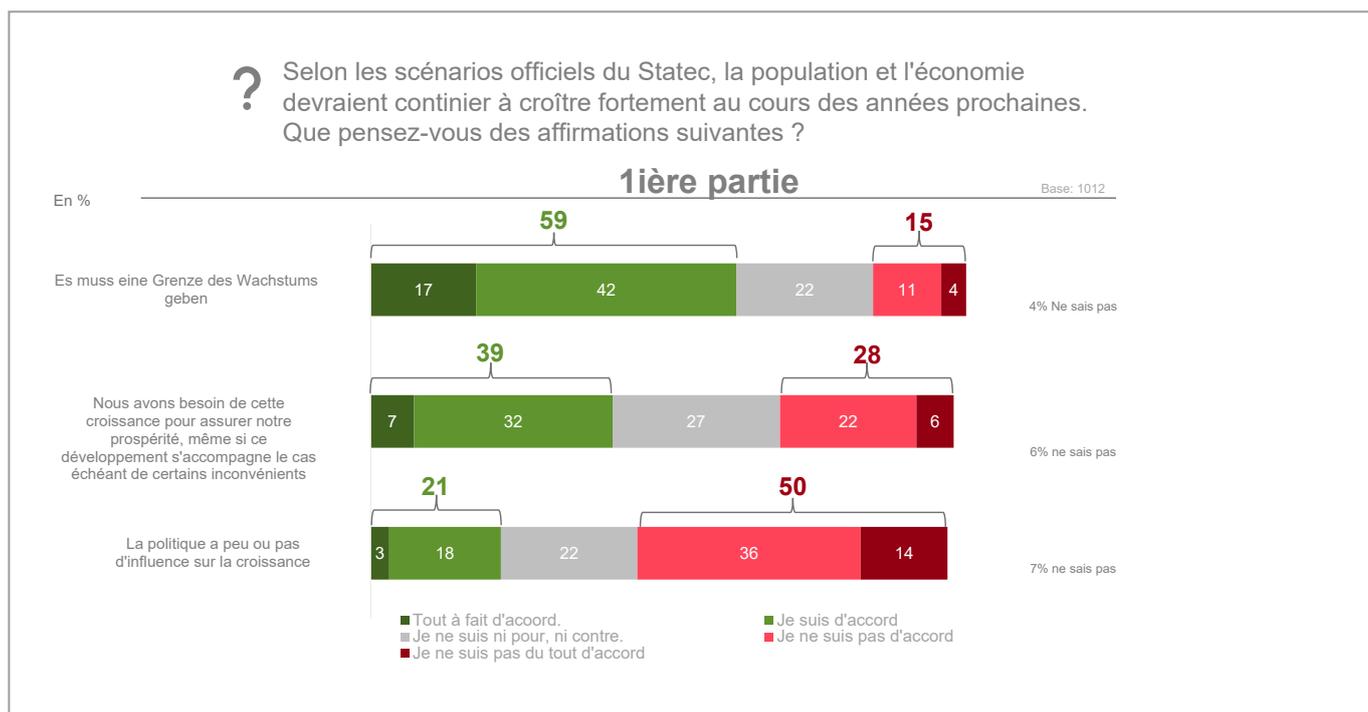
## - Message claire: reconnaître les limites de la croissance !

59% sont d'accord avec l'affirmation - par rapport à 15% qui sont d'un avis contraire - qu'il y a des limites à la croissance : "Je pense qu'il doit y avoir des limites à la croissance". 22% ne sont ni d'accord ni en désaccord avec l'affirmation, 4% ne le savent pas.

## - La politique peut transformer les choses

50% des personnes interrogées estiment que la politique dispose d'une liberté au niveau de la gestion de la croissance, contre 21% qui ne partagent pas cet avis. Ainsi, 50% des participants rejettent l'affirmation suivante : "La politique a peu ou pas d'influence sur la croissance, ou sur une réduction de cette croissance". 22% ne la rejettent pas et ne sont pas d'accord avec elle, 7% ne le savent pas. On remarque que les jeunes (16-24 ans) sont 36% à rejeter l'affirmation selon laquelle la politique ne peut pas diriger la croissance, contre 60% des participants âgés de 65 ans et plus.

*Les réponses reflètent la complexité du sujet. La majorité des personnes interrogées pense qu'il y a des limites à la croissance. Elles s'inquiètent toutefois des conséquences sur la prospérité. Cependant, ils voient tout à fait la marge de manoeuvre de la politique et attendent, selon une certaine interprétation, une action claire de la politique.*



# Le logement et les établissements publics sont les principales préoccupations en raison de la croissance - fort engagement en faveur des valeurs sociétales immatérielles

Il est très révélateur de savoir quels sont les domaines qui préoccupent le plus les gens en ce qui concerne la croissance : "Quelles sont les conséquences liées à la croissance qui vous préoccupent le plus ?" Avec des possibilités de réponse prédéterminées, on a obtenu le classement présenté dans le graphique. Les réponses possibles étaient les suivantes (dans l'ordre de l'enquête) :  
 "- Les problèmes dans le secteur du logement.

- Les institutions publiques (écoles, hôpitaux, centres de soins, etc) ne sont pas adaptées à la croissance de la population
- La trop grande importance accordée à la consommation et aux valeurs matérielles au détriment d'autres valeurs sociales et politiques (interaction sociale, bonnes conditions de travail, temps libre suffisant ...) et le fait que cela se fasse au détriment des prochaines générations.
- La surexploitation des ressources et des terres
- Une mauvaise qualité de l'environnement (qualité de l'air, consommation d'eau, beaucoup de bruit ...)
- Le fait qu'un pays prospère comme le Luxembourg ait besoin et consomme de plus en plus de ressources alors qu'il faudrait une répartition plus équitables des richesses matérielles à l'échelle mondiale.
- Les défis en matière de mobilité.

Comme on pouvait s'y attendre, c'est la construction de logements et le développement des équipements publics dans le contexte de l'évolution démographique qui suscitent le plus d'inquiétudes. Il est intéressant de constater que dans le classement des préoccupations des gens, il n'y a pas seulement les questions d'infrastructures, etc. mais aussi l'importance des valeurs qui est très fortement soulignée. Autrement dit, l'approbation de la thèse sur l'importance du lien social, etc. par rapport à la consommation. Avec 48%, cette affirmation est presque aussi bien acceptée que les autres.



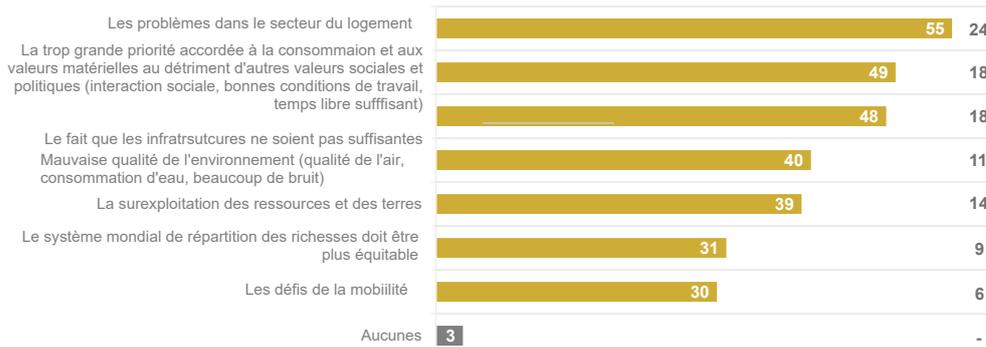
Les problèmes liés à la croissance sont de nature infrastructurelle, mais aussi, et de manière significative, de nature sociétale. Cela montre une fois de plus à quel point il est important outre la satisfaction des besoins fondamentaux (comme le logement et d'autres fonctions d'existence) à discuter de la manière dont nous nous imaginons une bonne vie !

? Quelles sont les conséquences liées à la croissance qui vous préoccupent le plus ?

Base: 823 préoccupé par la croissance / 801 s'inquiétant de la croissance et de la sélection des thèmes les plus importants

En %

Sujet principal choisi par %



# Si la croissance doit se faire, mieux l'organiser et la prioriser dans des secteurs plus écologiques - mettre en valeur l'importance de la Grande Région

## Un accord clair pour la coopération avec les régions frontalières – mais aussi une question de gouvernance

67% reconnaissent l'importance de la région frontalière et sont d'accord avec l'affirmation suivante : "Le Luxembourg devrait coopérer davantage avec les régions frontalières, dans le sens d'un développement commun". Seuls 10% ne sont pas d'accord avec cette affirmation, 19% ne sont ni d'accord ni en désaccord avec elle, 4% ne savent pas.

\*Les réponses à la question de savoir comment la répartition des recettes générées doit être effectuée sont toutefois plus ambivalentes. 33% sont d'accord - presque autant, 32%, ne sont pas d'accord avec l'affirmation suivante : "Les régions frontalières doivent recevoir une participation financière équitable en fonction de leur part à la croissance économique luxembourgeoise". 28% ne sont ni d'accord ni en désaccord avec cette affirmation, 7% ne savent pas.

## - Privilégier la croissance dans les secteurs écologiques

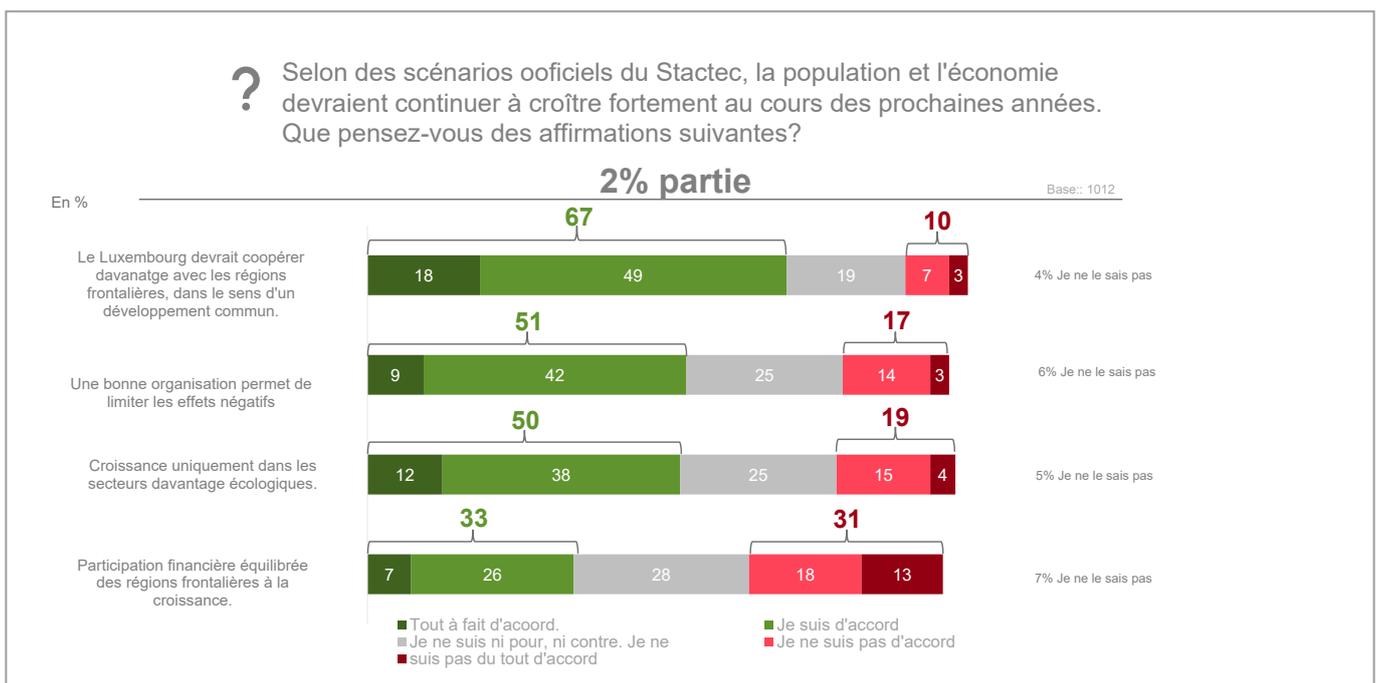
50% treten dafür ein, dass lediglich „ökologischer“ Branchen anwachsen sollen – nur 19% der Befragten lehnen dies ab: „Luxemburg soll nur in ausgewählten „ökologischeren“ Branchen wachsen, auch wenn dies vielleicht weniger Wachstum bedeutet.“ Eine hohe Anzahl von 25% der Befragten lehnt die Aussage weder ab, noch stimmt sie ihr zu. 5% geben an, es nicht zu wissen.

## - Une bonne organisation permet de réduire les conséquences de la croissance

La majorité des personnes interrogées est d'avis qu'une bonne planification permettrait de maîtriser les conséquences négatives. 51% sont d'accord, seuls 18% sont en désaccord avec l'affirmation suivante : " En organisant bien les évolutions liées à la croissance - augmentation de la mobilité, besoin de logements - le Luxembourg limitera les effets négatifs ". 25% ne sont ni d'accord ni en désaccord avec cette affirmation, 6% ne savent pas.



Les déclarations de la majorité des participants ne plaident pas pour une croissance générale, mais pour une croissance uniquement dans les domaines écologiques (c'est-à-dire de manière sélective). Ils estiment qu'une croissance bien organisée permet de limiter les effets négatifs. En ce qui concerne la coopération avec la Grande Région, les points de vue divergent quant à la répartition de la plus-value financière générée.



# Rendre le financement du système social moins dépendant de la croissance

Depuis longtemps, le Mouvement Ecologique souhaite que le financement du système social soit moins dépendant de la croissance. Ce point de vue est partagé par une très grande majorité des personnes interrogées, comme le montrent les résultats à la question suivante : "Le modèle actuel de financement des systèmes sociaux (entre autres les pensions) présuppose la croissance continue de notre économie et de notre population. Quelle opinion partagez-vous ?"

- 56% sont d'accord avec l'affirmation : *"Nous devons trouver des moyens alternatifs pour rendre le financement de notre système social moins dépendant de la croissance. Le prochain gouvernement devrait lancer une étude afin d'explorer les possibilités alternatives et les soumettre à la discussion"*.
- Seuls 19% sont d'avis que *"le modèle dans lequel le financement de notre système social dépend de la croissance peut être maintenu. Le prochain gouvernement devrait s'y tenir"*.
- 15% déclarent *"ne pas savoir"*. Il est intéressant de noter que 23% des personnes âgées de 16 à 24 ans déclarent ne pas savoir, contre seulement 8% des personnes âgées de 65 ans et plus.



*Un message clair pour le nouveau gouvernement : il faut chercher des moyens de rendre le financement du système social moins dépendant de la croissance.*

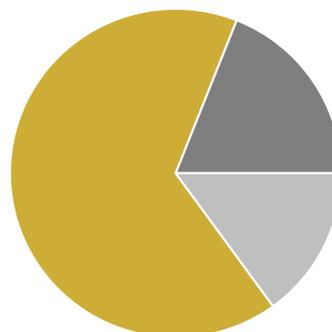


? Le modèle actuel de financement des systèmes sociaux (dont les retraites) suppose la croissance continue de notre économie et de notre population. Quel est votre avis ?

Basis: 1012

En %

**66%**  
Nous devons trouver des moyens alternatifs pour rendre notre système moins dépendant de la croissance.



19%  
Le modèle actuel peut être maintenu. Le prochain gouvernement devrait s'y tenir.

16%  
Je ne sais pas

# Mandat d'action pour le gouvernement: Pour une réforme fiscale durable et un abondon des subventions nuisibles à l'environnement

Les changements dans le sens d'une transition écologique peuvent être obtenus par le biais de différents instruments. La question de savoir comment les impacts environnementaux sont imputés aux responsables ou de quelle manière l'État devrait aborder les actuelles formes d'incitations financières est particulièrement significative. Ceci est particulièrement vrai en ces temps de limites des ressources financières et d'augmentation du coût de la vie. Quel est le point de vue des participants ? "Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes en ce qui concerne vos attentes vis-à-vis du prochain gouvernement ?", telle est la question d'introduction.

## Pour une réforme fiscale durable

69% des participants se prononcent en faveur d'une réforme fiscale durable en approuvant l'affirmation suivante : "Le prochain gouvernement devrait mettre en œuvre une réforme fiscale (durable) afin de taxer davantage les activités néfastes pour l'environnement. Les recettes devraient être utilisées pour encourager les comportements respectueux de l'environnement et soutenir financièrement les personnes à faibles revenus". Seuls 11% ne sont pas d'accord avec cette affirmation. 16% ne sont ni d'accord ni en désaccord avec l'affirmation, 4% ne savent pas.

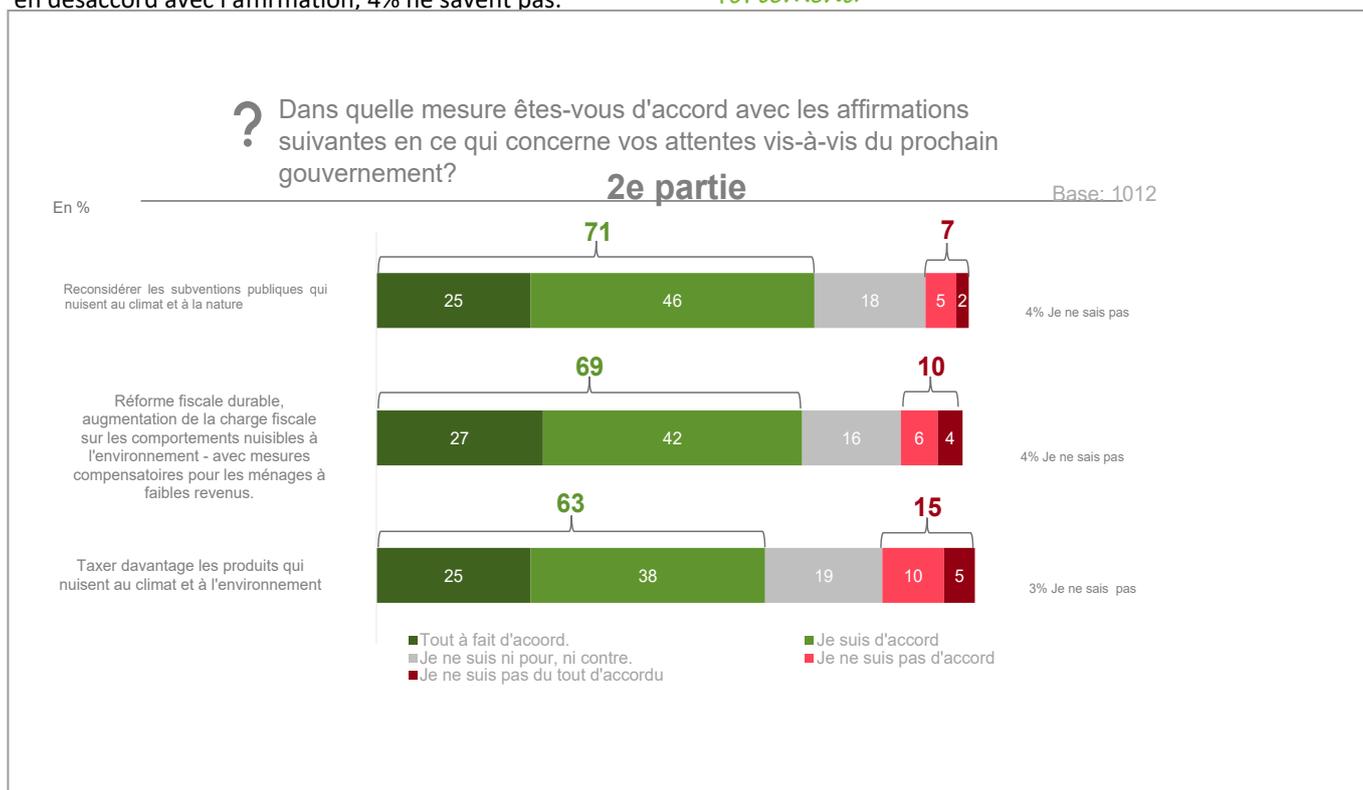
## - Les subventions publiques qui nuisent au climat et à la nature devraient être reconsidérées

71% sont favorables à une reconsidération des subventions nuisibles à l'environnement : "Les subventions publiques qui nuisent au climat et à la nature devraient être reconsidérées". Seuls 7% ne sont pas d'accord avec cette affirmation. 18% ne sont ni d'accord ni en désaccord avec elle, 4% ne savent pas.

## - Les produits qui nuisent au climat et à l'environnement doivent être plus fortement taxés

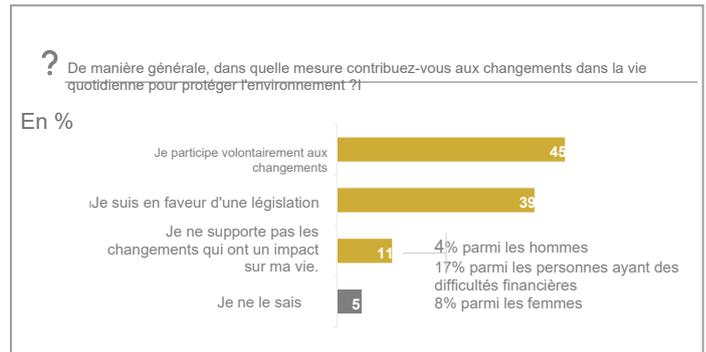
63% sont pour une taxation plus importante des produits nocifs pour l'environnement et sont d'accord avec l'affirmation : "Les produits nocifs pour le climat et l'environnement doivent être plus fortement taxés". 15% la rejettent, 19 ne sont ni d'accord ni opposés à cette affirmation, 3% ne savent pas.

Les participants sont clairs sur ce sujet : une réforme fiscale durable est nécessaire - les subventions publiques nuisibles doivent être supprimées et les produits nocifs pour le climat et l'environnement doivent être taxés plus fortement.



# Forte volonté de passer à l'action personnellement

45% des personnes interrogées indiquent qu'elles sont en principe prêtes à participer à des changements s'ils sont bénéfiques pour l'environnement : "Personnellement, je suis en principe prêt à participer volontairement à des changements qui ont un impact sur ma vie si je sais qu'ils sont bénéfiques pour l'environnement". 39% sont favorables à un comportement respectueux de l'environnement, tout en étant favorables à des réglementations légales : "Je pense que le comportement respectueux de l'environnement doit être davantage réglementé par la loi, afin que tout le monde participe et qu'il en résulte un réel avantage pour l'environnement". Seuls 11% indiquent : "Personnellement, je ne suis pas prêt à supporter des changements qui affectent ma vie. Il doit y avoir d'autres moyens".



Un message clair : la volonté d'assumer volontairement des responsabilités est très élevée – tout comme l'exigence d'une réglementation légale.

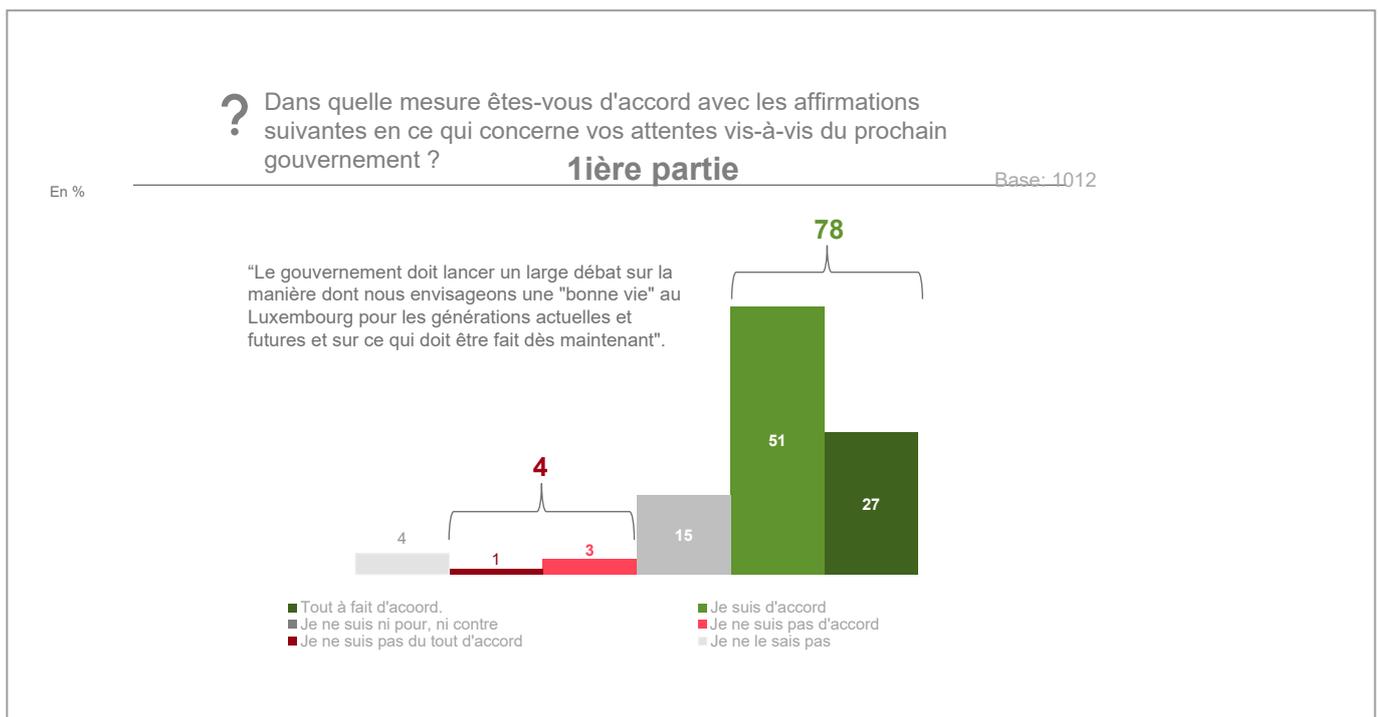
Uniquement 11% s'opposent à des changements dans le domaine privé.

## Que signifie "une bonne vie"? - une question sur les valeurs de la société s'impose

### - Discussion sur ce que signifie "bien vivre".

78% des personnes interrogées indiquent que le gouvernement doit lancer un vaste débat sur ce qu'il faut entendre par "bonne vie". Ils sont d'accord avec l'affirmation suivante, qui n'est désapprouvée que par 4% des participants :

Le gouvernement doit lancer un large débat sur la manière dont nous envisageons une "bonne vie" au Luxembourg pour les générations actuelles et futures et sur ce qui doit être fait dès maintenant". Seuls 4% ne partagent pas cette opinion (15% ne sont ni d'accord ni en désaccord avec elle, 4% ne savent pas).



## - Mener une discussion ce que signifie "une bonne vie"

Mais quelles sont les attentes des personnes interrogées ? Comment définissent-elles une "bonne vie" ? Que pensent-elles de l'affirmation suivante : "Nous devrions emprunter de nouvelles voies et réfléchir à ce qu'est une "bonne vie". Pour moi, la solidarité et le vivre-ensemble, de bonnes conditions de travail, un cadre de vie attrayant sont plus importants que la richesse matérielle". 74% sont d'accord avec cette affirmation, seuls 6% la rejettent (17% ne sont ni d'accord ni en désaccord avec elle, 3% ne savent pas).

Une déclaration sans équivoque : il n'y a pas moyen de faire l'impasse sur le "débat sur les valeurs", sur la manière dont nous nous représentons une "vie bonne".

Le prochain gouvernement doit lancer une discussion sur cette attitude si importante, qui est déterminante pour la manière dont la politique est menée.

## Les priorités des participants à l'enquête

Un dicton luxembourgeois dit que "nos enfants aient une vie meilleure que la nôtre". Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?", telle est l'introduction à un autre thème important de l'enquête. Dans la transition écologique, beaucoup de choses tournent autour de la manière dont les gens / les participants définissent la "bonne vie", le monde qu'ils veulent léguer aux générations futures. L'évaluation des participants à quatre affirmations est particulièrement intéressante :

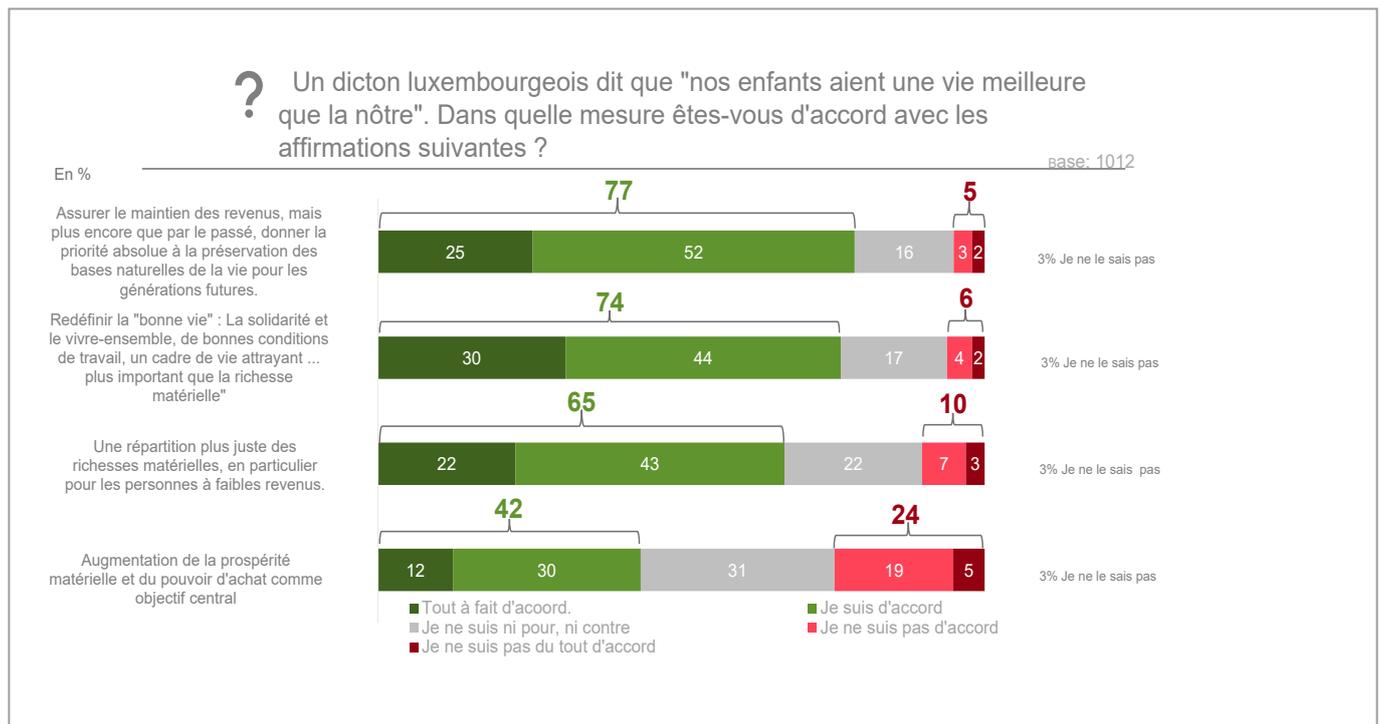
"La politique doit veiller à que les revenus soient garantis. Mais elle doit, plus encore que par le passé, avoir comme priorité absolue la préservation des moyens de subsistance naturels de la vie pour les générations futures". Seuls 5 % rejettent cette affirmation, 16 % ne la rejettent pas et ne sont pas d'accord avec elle.



## - Mettre l'accent sur la préservation des ressources naturelles vitales pour les générations futures

77% des personnes interrogées sont favorables à un revenu garanti, mais estiment également qu'il faut accorder une priorité beaucoup plus élevée à la préservation des bases naturelles de la vie. Ils sont d'accord avec l'affirmation suivante:

Le résultat est clair : les gens ont besoin d'un revenu garanti et cela doit rester un objectif politique. Mais le thème de la préservation des ressources naturelles gagne en importance et devient une priorité.



**- Importance d'une "bonne vie" aussi pour les générations futures: bien plus que les biens matériels**

74% sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle il faut explorer de nouvelles voies et réfléchir à ce qu'est une "bonne vie" : "Nous devrions explorer de nouvelles voies et réfléchir à ce qu'est une "bonne vie". Pour moi, la solidarité et le vivre-ensemble, de bonnes conditions de travail, un cadre de vie attrayant sont plus importants que la richesse matérielle". Seuls 6% sont d'un avis contraire et rejettent cette affirmation. 17% ne sont ni d'accord ni en désaccord avec elle, 3% ne savent pas.

*L'attitude fondamentale de la majorité absolue des gens est, du moins selon le sondage réalisé, sans équivoque : le vivre ensemble, la solidarité et la préservation des moyens de subsistance naturels de vie sont plus importants que la richesse matérielle.*

*Un mandat d'action clair pour la politique.*

**- Comment répartir la prospérité équitablement ?**

42% sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle la prospérité matérielle doit augmenter pour tous : "La prospérité matérielle doit continuer à augmenter pour tous. De manière générale, nos enfants doivent pouvoir s'offrir davantage. C'est pourquoi tout doit être fait pour augmenter les salaires de tous, accroître le pouvoir d'achat, etc.". 25% ne partagent pas cette affirmation. Une proportion très élevée par rapport aux autres questions, soit 31% des participants, n'est ni d'accord ni en désaccord avec cette affirmation. 3% déclarent ne pas savoir.

65% se prononcent pour une répartition plus équitable des prospérités, seuls 10% ne sont pas d'accord avec l'affirmation suivante : "Je trouve qu'il est important que la prospérité matérielle soit répartie plus équitablement et que les moyens financiers des personnes à faible revenu soient notamment augmentés". (22% ne sont ni d'accord ni en désaccord avec cette affirmation, 3% ne savent pas). Cela signifie que beaucoup plus de personnes sont favorables à une distribution plus égalitaire et souhaitent mettre la priorité sur les personnes à faibles revenus.

*La majorité est donc favorable à une répartition plus équitable des richesses, beaucoup de gens (même s'ils ne sont pas majoritaires) sont favorables à une augmentation des salaires pour tous.*



# Conclusions de l'enquête ILRES du point de vue du Mouvement Ecologique



La préservation des bases naturelles de vie, le verdissement des localités, l'encouragement de la coopération plutôt que des biens matériels, la réduction de la dépendance à la croissance, les incitations financières ou l'utilisation des fonds publics à des finalités précises. ... : Ce sont les principales attentes de nombreuses personnes interrogées.

*Le Mouvement Ecologique estime que les conclusions fondamentales de cette enquête constituent un mandat d'action évident pour le gouvernement afin qu'il prenne les décisions politiques de base nécessaires et définisse les objectifs à moyen terme. L'équilibrage des instruments pour la mise en œuvre concrète des objectifs devrait être l'autre objectif prioritaire du gouvernement.*

L'enquête menée est extrêmement révélatrice. Il en ressort un mandat d'action clair pour le prochain gouvernement :

La **protection de la biodiversité et du climat est un sujet qui préoccupe une majorité de personnes**. Ce sont des sujets sur lesquels il faut davantage. En outre, il faut leur accorder une très grande importance dans les décisions politiques. et, dans les cas "litigieux", **une valeur plus importante que les projets d'infrastructure** (p. ex. logements et constructions de routes). On s'attend à ce que **les crises ne soient pas traitées les unes contre les autres**, en particulier la crise de la biodiversité. (et la crise climatique) devraient être abordées, même en période de crises multiples.

- Sur la base de diverses expériences en temps de crise, il appartient au gouvernement d'explorer les moyens de **rendre l'économie luxembourgeoise plus indépendante de l'économie mondiale**. De se rendre le plus indépendant possible des événements mondiaux. D'ailleurs, certains plaident en ce sens, de repenser plus profondément **le modèle économique et social actuel**.

- Sur le **niveau fiscal**, les gens s'attendent clairement à quelques adaptations du système en vigueur et attendent du gouvernement, dans l'optique d'un développement durable

\* la mise en œuvre d'une réforme fiscale durable ;

\* une réduction des subventions nuisibles à l'environnement ;

\* une taxation plus importante des produits nocifs pour le climat et l'environnement.

- **L'importance de l'aménagement du territoire** est en outre reconnue et **l'autonomie des communes** est remise en question de manière critique, du moins sur certains points ; l'État devrait tout de même fixer un certain cadre.

- Le **verdissement des localités** doit être encouragé, car de nombreuses personnes interrogées le considèrent actuellement comme insuffisant, notamment en période de changement climatique. Les gens sont ambivalents en ce qui concerne la " confrontation " entre la végétalisation et la circulation automobile. Mais : le soutien aux mesures de verdissement, même au détriment du trafic automobile, est plus élevé que l'inverse. En outre, les participants sont favorables à ce que **la végétalisation soit davantage réglementée par la loi** et que des **mesures beaucoup plus importantes** soient prises que jusqu'à présent.

- En ce qui concerne la **question de la croissance** - qui, selon le Mouvement Ecologique, doit être abordée par le gouvernement de manière beaucoup plus nuancée que par le passé - les personnes interrogées sont quelque peu ambivalentes. La majorité voit les **limites de la croissance** ; un nombre certes moins important, mais encore significatif, pense que la croissance est nécessaire pour assurer la prospérité. La construction de logements ainsi que les infrastructures et équipements publics sont les **principales préoccupations** liées à la croissance. En deuxième position, on trouve la crainte que les valeurs matérielles - au-delà des besoins de base - **soient poursuivies de manière trop unilatérale au lieu des aspects sociaux**. Cette dernière affirmation devrait être particulièrement pertinente pour l'élaboration des mesures politiques.

- Il est particulièrement important de constater que l'opinion selon laquelle **la politique peut gérer la croissance** prédomine : ainsi, les gens considèrent tout à fait **la coopération dans la Grande Région** comme importante et approuvent en grande majorité uniquement une **croissance dans les secteurs écologiques**. En outre, ils s'attendent à ce qu'**une bonne organisation de la croissance** permette d'atténuer les conséquences négatives et que la politique doive agir en conséquence.

- Par conséquent, une très grande majorité est favorable à ce que **le financement du système social soit moins dépendant de la croissance.**
  - En principe, les gens sont d'accord avec un **mix d'instruments** : ils attendent des aides financières, mais aussi des règles et des directives afin de provoquer les changements de comportement nécessaires dans le sens d'un développement durable. Les participants sont prêts à assumer **une grande partie de leurs responsabilités.**
  - Selon le Mouvement Ecologique, le fait que les gens considèrent certes le **progrès technique** comme essentiel, mais qu'une très grande majorité d'entre eux pensent qu'il ne suffit pas à lui seul pour lutter contre la crise du climat et de la biodiversité, est extrêmement pertinent. Il faudrait en outre un **changement de mentalité dans l'esprit des gens.**
- Un autre aspect particulièrement important est le fait que de nombreuses personnes dans la société souhaitent un discours sur les **vraies valeurs**. Une très grande majorité attend du gouvernement qu'il débâte de la manière dont nous devons définir une **"bonne vie"** aujourd'hui et à l'avenir. Lorsqu'on leur demande ce que signifie pour eux une "bonne vie", ils citent en particulier la sécurité sociale.
  - Outre la sécurité sociale, l'accent est mis sur la convivialité, l'environnement social et bien d'autres choses encore, plutôt que sur la consommation matérielle. La majorité des personnes interrogées se prononce en outre pour une **répartition plus équitable des richesses**, mais aussi - même si cela ne concerne pas la majorité des personnes interrogées - pour une nouvelle augmentation de la prospérité matérielle pour tous. Dans ce domaine, les participants sont tout à fait ambivalents.
- Les résultats de cette enquête permettent de conclure : De nombreux citoyens sont prêts à s'engager pour un développement durable. à aborder des thèmes fondamentaux pour l'avenir dans le sens d'un développement durable : C'est aux responsables politiques d'exploiter cette volonté. d'utiliser et de façonner.
- **Une politique qui ferait l'impasse sur ces aspects en raison de soi-disant contraintes à court terme serait en contradiction avec cet objectif.**



**Plus de détails sur l'enquête et à propos du Mouvement Ecologique  
sous [www.meco.lu](http://www.meco.lu)**